



Claire Marcel



M. Belarbi et N. Samuelian - Inrap

Les archéologues de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, lors de leurs fouilles.

Plan de la tranchée-abri.

La tranchée-abri de la Papeterie de la Seine

La découverte d'un abri anti-aérien, soixante-dix-sept ans après sa construction, nous replonge dans la période de la Seconde Guerre mondiale à Nanterre.

● Par Nicolas Samuelian, Société d'histoire de Nanterre et Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap)

La Papeterie de la Seine, fondée en 1904 par Jean Dupuy, directeur et propriétaire du quotidien *Le Petit Parisien*, a marqué pendant plus d'un siècle le paysage industriel de la ville de Nanterre. Sa fermeture en 2011 donne lieu à un vaste projet de réaménagement des bords de Seine. Les travaux de démolition qui ont précédé le diagnostic archéologique ont fait réapparaître un abri antiaérien oublié de la Seconde Guerre mondiale.

Mettre en œuvre la défense passive

Dès l'année 1935, une loi est votée qui rend obligatoire l'organisation de la défense passive sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit de créer une commission supérieure de défense passive chargée d'assister le ministre de l'Intérieur qui organisera la protection des populations civiles en aménageant des abris, des postes de secours et en procurant du matériel de lutte contre les attaques chimiques. En 1938, la ville de Nanterre est considérée comme une cible modérément stratégique (trois dépôts de carburant et un gazomètre), comparativement aux communes avoisinantes. En juin 1940, elle sera pourtant l'objet de bombardements allemands, lesquels ciblent en grande partie le parc d'aviation militaire de la Folie (actuel campus de l'université). Les aménagements de la ville permettant de mettre à l'abri les populations civiles, tels que les caves des immeubles et les

galeries des carrières, sont insuffisants. Pour pallier cette lacune, des tranchées-abris vont être construites sur des terrains publics ou privés. Ces constructions ont l'avantage d'être peu coûteuses, rapides à bâtir et ne sont creusées qu'une fois les hostilités déclarées. L'une d'elles vient d'être retrouvée avenue de la Commune-de-Paris (ex-rue de Bezons). Cet aménagement était jusqu'à présent situé dans un espace privé attenant aux derniers pavillons ouvriers de l'usine et ses entrées demeuraient invisibles de la rue. Mentionnée pour la première fois dans les archives des Ponts et Chaussées de 1942, cette construction avait quasiment disparu de la mémoire collective, à l'exception de celle de quelques rares habitants, enfants à l'époque, qui se souviennent encore du lieu.

Protéger les familles

On accédait à cette tranchée par deux escaliers, situés à chaque extrémité, qui donnaient sur la rue. Au pied de ces escaliers, à deux mètres en contrebas, se trouvait une tranchée bétonnée qui pouvait accueillir une trentaine de personnes le temps des alertes aériennes. Elle était composée de trois couloirs formant une droite brisée par deux créneaux afin de casser l'effet de souffle en cas de bombardement. Chacun de ces couloirs était équipé de bancs. Deux puisards, destinés à l'évacuation des eaux, étaient placés en bas des escaliers. Un réseau électrique était présent, comme en

témoignent encore des fiches métalliques et des isolateurs en porcelaine. Cet abri modeste, aux aménagements sommaires, construit sur le terrain privé de la papeterie, permettait de protéger une partie des familles vivant dans les pavillons ouvriers des rues de Bezons, Paul et Jean-Dupuy. Plus tard, à l'automne 1943, alors que l'idée d'un débarquement allié se concrétise et que les bombardements anglo-américains s'intensifient, le secrétariat de la Défense passive ordonne aux communes concernées de procéder au recensement des immeubles dont les caves se prêteraient à des travaux d'intercommunication. Il s'agit là de percer les murs des caves mitoyennes afin de créer des espaces protégés plus grands et munis d'au moins deux accès.

Nombreuses sont les tranchées-abris à avoir été détruites les années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est le cas, par exemple, de celle située à l'angle de la rue Sadi-Carnot et de la rue des Venêts, démolie en 1957 pour laisser place au percement de la nouvelle route Nanterre-La Garenne, la future avenue Joliot-Curie. Ces constructions oubliées disparaissent au fil du temps et ne sont découvertes aujourd'hui qu'à la faveur de travaux d'aménagement. Leur rareté les transforme désormais en objet d'études pour les archéologues soucieux de raconter la guerre par ses restes matériels, parfois négligés par l'histoire.